**RAPPORT DE PROGRÈS DE PROJET PBF**

**PAYS :** Côte d’Ivoire

**TYPE DE RAPPORT :** Rapport final

**ANNÉE DE RAPPORT :** 2021

|  |
| --- |
| **Titre du projet :** Renforcement de la participation des jeunes à la consolidation de la paix dans le Nord, le Sud, le Centre, le Centre-Ouest et l’Ouest de la Côte d’Ivoire.**Numéro Projet / MPTF Gateway :**  |
| **Si le financement passe par un fonds fiduciaire (“Trust fund”) :** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire :**  | **Type et nom d’agence récipiendaire :** UNICEF **(Agence coordinatrice)**PNUDUNESCOUNFPA |
| **Date du premier transfert de fonds :** 1er novembre 2017**Date de fin de projet :** 14 avril 2021 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?**  |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**[ ]  Initiative de promotion du genre[x]  Initiative de promotion de la jeunesse[x]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (p. ex. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire) :** **Agence récipiendaire Budget** UNICEF 1 850 000 $PNUD 750 000 $UNESCO 700 000 $UNFPA 450 000 $TOTAL : 3 750 000 $Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : 100 %\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgétisation sensible au genre :**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : 1 125 000 $ US (30 %)Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : 1 124 000 $ USUNICEF : 547 930 $ USUNFPA : 265 000 $ USPNUD : 101 870 $ USUNESCO : 210 000 $ US |
| **Marquer de genre du projet :** **Marquer de risque du projet :** **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area ») :**  |
| **Préparation du rapport :**Rapport préparé par : Faida Juliette Nsensele, cheffe de la section Adolescents et JeunesRapport approuvé par : Marc Vincent, représentant résident de l’UNICEFLe Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : Non |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général/commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l’analyse et l’évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l’âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés à la COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie I : Progrès global du projet**

*Expliquez brièvement l’état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères) :*

Avec l’appui du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF), les plateformes de dialogue social ont été renforcées. Douze Espaces amis des femmes ont été mis en place et ont permis à 175 médiatrices de la paix de s’engager activement dans la résolution des conflits. 250 leaders d’associations de jeunesse, dont 100 filles, des localités d’Anyama, Songon, Agboville, Divo et Béoumi se sont engagés contre la violence et pour la gestion pacifique des conflits. De plus, un film documentaire sur « La jeunesse, le leadership et la prévention des conflits » a été produit et une étude rapide sur l’implication des jeunes et des femmes dans la gestion pacifique des conflits a été réalisée.

Une évaluation externe du projet, mise en œuvre de mai à juillet 2021, a conclu que la performance globale du projet était « modérément satisfaisante » avec un score de 4,2 sur une échelle allant de 1 (très insatisfaisante) à 6 (très satisfaisante). Le projet a également été jugé pertinent (parce qu’aligné aux priorités nationales et aux besoins des groupes cibles et bénéficiaires) et cohérent du fait de la capitalisation des expériences antérieures et la complémentarité du projet avec les autres interventions du système des Nations Unies.

L’efficience du projet (score de 3 sur 6) a été affectée par l’étirement en longueur de la période de mise en œuvre et son impact sur certains coûts opérationnels élevés. Des limites dans le mécanisme de suivi et de coordination ont été soulignées. Toutefois, les partenariats tissés avec des institutions étatiques qui ont mis à disposition des ressources permanentes (comme le CCSR et l’OSCN) ont contribué à relever cet indicateur.

L’alignement du projet sur les priorités nationales et la participation des communautés dans la mise en œuvre constituent des points forts contribuant à la durabilité du projet. Le projet a réussi à positionner les « Espaces des amis de femmes » et les « Comités d’éveil » au Centre des mécanismes communautaires de prévention et de gestion des conflits et d’appui à la lutte contre les violences basées sur le genre. Des efforts d’appropriation sont fournis par les acteurs institutionnels au niveau national (prise en main de la plateforme U-Report comme outil d’aide à une perception des aspirations de la jeunesse) et local (expérimentation des nouvelles procédures d’enregistrement) et permettent d’entrevoir des perspectives de pérennité des bénéfices du projet. Cependant, l’évaluation a déploré la fragilité financière des structures communautaires appuyées, la rotation fréquente des cadres des services déconcentrés des ministères impliqués qui pourraient constituer un obstacle à la pleine appropriation des acquis.

Sur base de cette évaluation, l’équipe a recommandé :

* **Au Gouvernement de la Côte d’Ivoire**: de renforcer son leadership dans la conduite des initiatives de consolidation de la paix et de renforcement de la cohésion sociale.
* **Au Secrétariat du PBSO** : d’appuyer financièrement une seconde phase du projet afin de porter à l’échelle les interventions des médiatrices de la paix, des relais communautaires et des jeunes qui sont porteurs de changements transformationnels dans la prévention et la gestion des conflits en Côte d’Ivoire.
* **Aux agences du système des Nations Unies** : de développer des initiatives conjointes de recherche de solutions aux conflits en Côte d’Ivoire et de soumettre une nouvelle proposition pour la consolidation des acquis des phases précédentes du projet*.*

*Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes et les projections de films (limite de 1000 caractères) :*

Dans les six prochains mois (de juillet à décembre 2021), l’UNICEF coordonnera la dissémination du rapport d’évaluation du projet. L’UNESCO suivra la mise en œuvre de l’engagement du Gouvernement à mettre en place des comités régionaux des alliances interethniques. De plus, le « Jardin de la paix » mis en place à Divo dans le cadre du plaidoyer des jeunes pour sécuriser les abords du lycée sera inauguré en septembre 2021.

*POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :*

*Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a contribué. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description des progrès fait vers l’objectif principal du projet (limite de 1500 caractères) :*

Grâce au projet, le ministère de la Culture et de la Francophonie a reconnu la valeur ajoutée des alliances interethniques dans la prévention et gestion des conflits et a instruit la direction du patrimoine culturel de poursuivre l’inventaire des alliances interethniques. U-Report est devenu un outil de dialogue social permettant de sonder les opinions (comme le niveau d’acceptation du vaccin) et de développer des messages en faveur de la paix sociale. Les sondages portant sur des thèmes d’intérêt pour les jeunes (élections, employabilité et participation) ont permis d’éviter des crises sociales et d’entraver la paix. Les résultats ont été disséminés et ont fait l’objet d’activités de plaidoyer.

En raison de leur expertise, les médiatrices des Espaces amis des femmes formées sont désormais sollicitées par les autorités locales pour prévenir et gérer des conflits. Ainsi, lors des violences post-électorales de 2020, les médiatrices de Guiglo, Duékoué, Petit Duékoué, Bedy Goazon, Zouan Hounien, Boayota, Divo et Bouna ont contribué au retour de la paix en sensibilisant 5 322 personnes (2 417 femmes et 2 905 hommes). La caravane de la paix conduite en liaison avec le Conseil national des jeunes de Côte d’Ivoire (CNJCI) a contribué à la tenue d’élections législatives apaisées en 2020 dans des localités autrefois en proie à des violences post-électorales comme Béoumi, Agboville et Divo.

*En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays — si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des web links à la communication stratégique publiée (limite de 2000 caractères**) :*

« J’attendais le prochain soulèvement pour me faire enrôler, mais avec le financement de mon activité, je ne pense plus à ça, car mon activité m’occupe et me permet de me prendre en charge quotidiennement », a déclaré M. Coulibaly, bénéficiaire d’AGR à Bouaké. Les 26 jeunes resocialisés à travers les chantiers écoles sont acceptés par les communautés d’accueil grâce à leur implication dans des activités comme la réhabilitation d’écoles publiques.

Les alliances interethniques se sont révélées comme une alternative crédible pour la gestion des conflits. À Katiola, suite à un affrontement entre Malinkés et Tagbanas ayant fait un mort, les relais communautaires pour la paix ont réconcilié les communautés de Dioulabougou et d’Atienkaha en utilisant ce mécanisme.

La caravane de la paix a aidé à apaiser les élections législatives dans des zones habituellement chaudes en périodes électorales (comme Anyama). « Après la caravane de la paix à Agboville, Divo et Béoumi, des villes antérieurement marquées par des violences post-électorales, les élections législatives de mars 2021 se sont passées dans le calme », a déclaré M. Togola Ibrahim SG du CNJCI.

À Guiglo, les médiatrices ont permis d’éviter de violents affrontements entre les forces de l’ordre et la jeunesse. « Le projet a permis de prévenir les violences pré-électorales dans la ville de Bayota et dans 10 autres localités de ce département », a déclaré Mme Didi, présidente de l’Espace amis des femmes.

Les filles ayant bénéficié de formation civique et professionnelle ont renforcé leur estime de soi et leur espoir dans l’avenir (voir : [témoignage](https://unicef-my.sharepoint.com/%3Aw%3A/g/personal/dbrou_unicef_org/EZJT2cJKYDFEtmRklshOHmoBT0R0UbbHF6tIiAzk7EKG2Q?e=vCBOq2)). Elles gèrent leurs propres affaires et ont renoncé à la violence et aux stupéfiants.

Le projet a facilité l’acquisition de documents d’état civil. « Je suis tellement contente de la nouvelle méthode de déclaration des naissances. C’est plus facile, rapide et peu coûteux. J’ai seulement payé les timbres. Ma fille n’aura pas de problème pour aller à l’école », a déclaré Zeuli.

**Partie II : Progrès par résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin : janvier-juin ; pour les rapports de novembre : janvier-novembre ; pour les rapports finaux : durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles. Si le projet commence à faire/a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

* *« On track » – il s’agit de l’achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *« On track with peacebuilding results » – fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre résultats, contactez le Bureau d’appui à la consolidation de la paix (PBSO) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat : L’engagement civique des jeunes et la participation des jeunes et des femmes en tant qu’acteurs de paix, de prévention et de gestion des conflits contribuent à la cohésion sociale de manière durable en Côte d’Ivoire.**

**Produit 1 : Les plateformes de dialogue social sont renforcées pour faciliter l’engagement civique des jeunes et des femmes.**

***Veuillez évaluer l’état actuel des progrès du résultat :*** *On track with significant peacebuilding results.*

***Résumé de progrès*** *(limite de 3000 caractères) :*

La plateforme U-Report et le réseau des femmes médiatrices ont été renforcés. Ils ont facilité l’engagement civique des jeunes et la participation des femmes à la résolution des conflits. Ainsi, 12 Espaces amis des femmes ont été créés et sont animés par plus de 85 organisations féminines pour prévenir les violences. De plus, 275 femmes ont été formées en prévention et gestion des conflits par l’Association des femmes juriste de Côte d’Ivoire. Parmi elles, 175 ont été recrutées comme médiatrices pour la paix. Elles collaborent avec les autorités administratives locales à prévenir et gérer les violences communautaires. Elles ont sensibilisé 5 322 personnes, dont 2 417 femmes, pour la prévention et la gestion pacifique des conflits lors des crises post-électorales de 2020 et 2021.

Au travers de la plateforme en ligne U-Report, deux points d’information sur la paix et la cohésion sociale ont été développés et visités 43 650 fois, contribuant à informer des milliers d’adolescents et de jeunes. Au 31 mai 2021, 3 164 444 personnes dont 51 % d’adolescents et de jeunes de 15 à 24 ans étaient inscrits sur la plateforme U-Report contre 340 000 en 2018. De plus, 60 % des jeunes inscrits ont participé aux discussions sur la paix et la cohésion sociale à travers les activités de sensibilisation, les sondages et les live chats.

Au total, 40 communautés U-Report ont contribué à galvaniser l’engagement civique des adolescents et jeunes, y compris pour la promotion de la paix et de la cohésion sociale.

***Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l’égalité entre les sexes et l’autonomisation des femmes et/ou l’inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat*** *(limite de 1000 caractères) :*

Le renforcement des 12 Espaces amis des femmes et des médiatrices a accentué l’implication des femmes dans la prévention et la gestion des conflits communautaires. Les bénéficiaires ont été sensibilisés sur les normes et stéréotypes liés au genre et le leadership féminin. Un effort systématique a été fait pour assurer la participation des femmes et des jeunes filles aux initiatives de formation à hauteur d’au moins 40 %. C’est ainsi que sur 250 leaders d’associations de jeunes par exemple, 100 filles des localités d’Anyama, Songon, Béoumi, Agboville et Divo ont vu leurs capacités renforcées en matière de gestion pacifique des conflits et à la consolidation de la paix.

**Produit 2 : Les jeunes et les femmes disposent de capacités de prévention et de gestion de conflits et s’engagent comme acteurs de changement dans leur communauté.**

*Veuillez évaluer l’état actuel des progrès du résultat :**On track with significant peacebuilding results.*

***Résumé de progrès*** *(limite de 3000 caractères) :*

Le projet a permis à 1 441 jeunes leaders d’organisations de jeunesse (40 % de filles) d’être formés sur l’engagement civique, le leadership et les mécanismes de gestion des conflits basés sur les alliances interethniques. Ces formations ont renforcé leur engagement civique et fait d’eux des acteurs de changement et de cohésion sociale dans leur communauté.

Ainsi, 115 jeunes leaders ayant compris le processus décisionnel des conseils municipaux ont participé à trois sessions municipales et conduit avec succès plusieurs plaidoyers sur des sujets d’intérêt communautaires. À Divo, ils ont saisi le conseil régional et le préfet qui ont détruit des « fumoirs » dans un lycée. Ces autorités ont également soutenu la construction d’un jardin de la paix et réhabilité le foyer des jeunes pour le bien-être et la sécurité des élèves et des riverains. 140 des jeunes formés ont démontré leur engagement civique en initiant des sensibilisations de proximité sur les risques et [la stigmatisation liée à la Covid-19](https://unicef-my.sharepoint.com/%3Aw%3A/g/personal/dbrou_unicef_org/EdIwAMbBppBIpEpRMirUsDwBURR5YfOkd9XmE9cQn-Z5eQ?e=uR3JJU) qui ont touché 10 181 personnes. Leur action a contribué à réduire les tensions sociales liées à la Covid-19 et aux élections. À Gagnoa, grâce à eux, plusieurs barrages érigés par les manifestants ont été levés.

En outre, à Agboville, Hermankono, Iré, Guiglo, Gboné, Yakassé Attobrou, Dabakala, Tiébissou, Bocanda et Mapleu, le projet a soutenu l’organisation de 10 dialogues intercommunautaires impliquant 2 000 jeunes et leaders communautaires, qui ont permis de diagnostiquer les sources des conflits et de proposer des solutions pacifiques aux conflits. À la suite de ces dialogues, le PBF a financé 10 projets à impact rapide initiés par les jeunes (construction de salle de classe, équipement des comités de suivi en matériel de sensibilisation, réalisations de forage à système solaire) qui ont contribué à réduire les tensions communautaires.

À l’issue des caravanes de paix, le CNJCI a mis en place cinq Comités jeunesse, paix et développement. Les membres ont sensibilisé leurs pairs sur la non-violence, renforçant la cohésion sociale et réduisant les risques de conflit.

Un inventaire des alliances interethniques dans 13 localités (Aboisso, Yamoussoukro, Katiola, Dabou, Sikensi, Divo, Gagnoa, Adzopé, Bouna, Ferké, Bouaflé, Man et San-Pédro) a permis d’identifier les alliances et autres mécanismes traditionnels de prévention et résolution des conflits. L’organisation des caravanes a permis de vulgariser ces alliances auprès des jeunes. Les résultats de cet inventaire ont informé le développement des modules de formation en culture de la paix et cohésion sociale ainsi que des messages clés utilisés pour la sensibilisation des jeunes et les femmes, notamment au cours d’évènements culturels comme le Concours de beauté Awoulaba, le festival « l’Émoi du Jazz » et le festival « les goûters de mon enfance ». La vulgarisation des mécanismes traditionnels a renforcé la cohabitation pacifique entre les chefs traditionnels, facilitant ainsi la résolution des conflits.

***Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l’égalité entre les sexes et l’autonomisation des femmes et/ou l’inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat*** *(limite de 1000 caractères) :*

Le renforcement des 12 Espaces amis des femmes et des médiatrices a permis l’implication des femmes dans la prévention et la gestion des conflits communautaires. Les bénéficiaires ont été sensibilisés sur les normes et stéréotypes liés au genre et le leadership féminin. Un effort systématique a été fait pour assurer la participation des femmes et des jeunes filles aux initiatives de formation à hauteur d’au moins 40 %. C’est ainsi que sur 250 leaders d’associations de jeunes par exemple, 100 filles des localités d’Anyama, Songon, Béoumi, Agboville et Divo ont vu leurs capacités renforcées en matière de gestion pacifique des conflits et à la consolidation de la paix.

**Produit 3 :** **Les jeunes disposent de capacités d’autonomisation socio-économique pour leur participation aux instances de prise de décision, notamment en matière de prévention et de gestion des conflits.**

*Veuillez évaluer l’état actuel des progrès du résultat : On track with significant peacebuilding results.*

***Résumé de progrès*** *(limite de 3000 caractères) :*

782 jeunes déscolarisés et non scolarisés en situation de pré-delinquance ou de délinquance ainsi que des ex-combattants, dont 300 filles, ont bénéficié d’une formation civique et professionnelle via l’OSCN, le CCSR et le Centre technique des métiers d’art. Ils ont aussi bénéficié d’autres formations comme l’entreprenariat, la gestion cooperative, les compétences de vie courante, le civisme et la culture de la paix basée sur les alliances intertehniques, etc. Les nouvelles connaissances, valeurs et principes ont contribué à renforcer leur résilience face aux manipulations socio-politiques et à canaliser les élans déstabilisateurs en cas d’incident communautaire. Ces formations leur ont permis de sortir du cercle de la criminalité, de s’occuper sainement pour leur donner des chances d’insertion socio-professionnelle.

84 jeunes ex-combattant non enrôlés ont été accompagnés pour développer des AGR, dans les secteurs du commerce, de la coiffure, de la restauration, de la production ou de la transformation de produits en tenant compte des projets de vie et des besoins des communautés. Les initiatives communautaires ont été encouragées pour permettre aux jeunes de différentes communautés du même secteur d’activités de travailler ensemble pour dissiper les préjugés et faciliter la cohésion sociale et la réconciliation. Au total, 52 projets (individuels ou communautaires) ont été financés.

« Depuis que ma situation financière s’est améliorée, moi-même je sensibilise mes camarades à la non-violence afin que la guerre ne reprenne plus », confie Felix Coulibaly de Bouaké. De plus, le projet a facilité la réintégration de 26 ex-jeunes en conflit avec la loi issus du site de resocialisation de M’Bahiakro dans leurs communautés d’origines. Ils étaient autrefois engagés dans la violence et la consommation de drogues. Lors de leur resocialisation, ils ont été mis en apprentissage. Ainsi, sur les chantiers école financés par le projet, ils ont contribué à la réhabilitation et à l’équipement d’écoles publiques, preuve de leur engagement civique. Certains sont aujourd’hui chefs de chantier. M. Ouattara, artisan encadreur des jeunes menuisiers à Yopougon a déclaré : « J’ai envoyé un de mes apprentis sur mon chantier de Toumodi vu qu’il connait bien le travail ». Ces jeunes sont devenus une source de motivation pour leurs camarades.

Par ailleurs, le projet a formé 1 115 jeunes relais communautaires qui ont mobilisé les communautés autour des [nouveaux mécanismes d’enregistrement des naissances](https://cotedivoire.un.org/fr/87819-en-cote-divoire-le-taux-de-declaration-des-naissances-sameliore-grace-un-systeme). La simplification de la procédure, sa gratuité combinée à l’action des relais communautaires jeunes a permis de rehausser qualitativement le taux d’enregistrement des naissances dans leurs zones d’interventions (Gboklé, la Nawa et San-Pédro), où 40 171 naissances ont été enregistrées dans le délai sur 54 459 naissances, soit 74 % de déclaration dans les délais – taux supérieur au chiffre national estimé à 61 % selon l’annuaire statistique d’état civil 2020 ([version provisoire](https://unicef-my.sharepoint.com/%3Aw%3A/g/personal/dbrou_unicef_org/EWdCVFvUVKpDoefAiL-cJtkBqyGiF6_nFiD9xBuhqDK0VA?e=CkP6Pi)).

***Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l’égalité entre les sexes et l’autonomisation des femmes et/ou l’inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat*** *(limite de 1000 caractères) :*

Dans le cadre de la resocialisation des adolescents et jeunes vulnérables, les modalités d’accompagnement et de prise en charge ont été adaptées pour tenir compte des besoins spécifiques des filles. Par exemple, deux centres de service civique ont été créés pour des filles à Guingreni et à Mbahiakro avec un programme court et intensif permettant l’insertion sociale rapide. Pour prendre en compte la vulnérabilité des filles, une garderie a été mise en place pour encourager le maintien des filles dans le programme. Un taux minimum de 40 % avait été respecté pour la participation des filles aux activités de formation.

**Partie III : Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi :** *Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (limite de 1000 caractères).* | *Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ?*Oui. Le plan de travail annuel du projet, les valeurs de base, les indicateurs et la stratégie de collecte des données ont été définis et validés au cours d’un atelier organisé par le Secrétariat du PBF avec les parties prenantes du projet.Huit réunions de coordinations semestrielles et des réunions ad hoc ont été organisées.L’UNICEF a effectué 16 visites programmatiques et des réunions de coordination avec ses partenaires de mise en œuvre pour assurer la complémentarité des actions et voir l’évolution des indicateurs.Des plateformes basées sur WhatsApp ont été créées dans chaque localité cible du projet par les jeunes relais communautaires pour la paix. Elles ont facilité la communication, le suivi et le recadrage des activités en temps réel par l’UNESCO. De plus, l’UNESCO a organisé des missions de terrains pour faire le suivi et renforcer la qualité des interventions des relais communautaires pour la paix (RCP) sur le terrain.  |
| ***Évaluation :*** *Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport ?*Oui. | Budget pour l’évaluation finale (réponse obligatoire) : 40 000 $ USOui, une étude d’évaluation indépendante a été mise en œuvre du 21 avril au 31 juillet 2021. Le rapport est joint. Une mission d’évaluation a été aussi menée par la société KonTerra sur les projets financés par le PBF en Côte d’Ivoire de 2015 à 2019.*Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation (Limite de 1500 caractères) :* Ne s’applique pas. |
| **Effets catalytiques (financiers) :** *Indiquez le nom de l’agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet.* | **Nom du donateur :** Gouvernement de l’Italie **Montant :** 748 127 €Le Gouvernement de l’Italie a versé 748 127 € pour investir dans les adolescents et les jeunes en Côte d’Ivoire (de janvier 2019 à décembre 2020) et renforcer le programme d’insertion socio-professionnelle des jeunes vulnérables (**UNICEF**).**Nom du donateur :** Banque africaine de développement**Montant ($) :** 3 000 000 $ USLa Banque africaine de développement a versé 3 000 000 $ US en mai 2019 pour l’autonomisation des jeunes (avec 30 à 40 % de filles) et leur insertion socioprofessionnelle. L’autonomisation des femmes contribuerait à renforcer leur leadership et leur implication des instances de prise de décision, renforçant ainsi la participation des femmes dans la consolidation de la paix (**UNFPA**).**Nom du donateur :** Association internationale de développement (du Groupe de la Banque mondiale)**Montant ($) :** 54 000 000 $ USL’Association internationale de développement (du Groupe de la Banque mondiale) a versé 54 000 000 $ US pour financer le Programme national de sécurisation du domaine foncier rural et l’enregistrement des droits fonciers coutumiers à travers l’Agence pour le foncier rural (ratifié en 2018 par accord de prêt) afin de prévenir les conflits intercommunautaires liés au domaine foncier (**UNFPA**).  |
| **Autre** : *Y a-t-il d’autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires (limite de 1500 caractères) ?* | L’UNESCO a mené une enquête de perception auprès des communautés en collaboration avec les directions régionales de la culture sur l’action des RCP en matière de cohésion sociale via les alliances interethniques et autres mécanismes de prévention des conflits. À travers la plateforme U-Report, l’UNICEF a réalisé plusieurs sondages sur la paix et la sécurité, la connaissance et l’impact des conflits sur les populations, la participation et l’engagement civique des jeunes. En 2020, l’UNFPA a mis en œuvre une étude rapide sur le thème « Jeunesse, leadership et prévention des conflits » (jointe ci-dessous). Parmi les résultats principaux : * Un leadership de jeunesse visant davantage la représentation plutôt que l’engagement citoyen orienté vers l’action collective structurante.
* Des compétences chez les jeunes qui vont rarement au-delà de la capacité de mobilisation et de contestation violente qui débouchent sur un leadership faiblement autonome et vulnérable à la pression du politique.
* Un leadership de jeunesse à très faible capacité d’influence sur les décisions et l’action politique.
* Des initiatives de prévention de conflits à impact limité.

L’étude a formulé les recommandations suivantes :* Accompagner les initiatives citoyennes des jeunes, y compris pour la promotion de la paix et de cohésion sociale pour renforcer le leadership des jeunes.
* Promouvoir la mise en place d’un environnement sociopolitique favorable et des plateformes qui facilitent la participation effective des jeunes.

 |

**Partie IV : COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non financiers en raison de la pandémie de COVID-19.*

1. **Ajustements financiers :**

*Veuillez indiquer le montant total en $ US des ajustements liés à la COVID-19.*

295 000 $ US

1. **Ajustements non financiers :**

*Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n’a pas eu de conséquences financières.*

Ne s’applique pas.

1. *Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :*

[x]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication.

[x]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables.

[x]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières.

[x]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes.

[ ]  Soutenir l’appel du SG au « cessez-le-feu mondial ».

[ ]  Autres (veuillez préciser) : Ne s’applique pas.

*Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (c.-à-d. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie/empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.).*

Le recadrage du projet pour répondre aux effets sociaux de la Covid-19 a permis de distribuer des équipements de protection aux Espaces amis des femmes, aux relais communautaires pour la paix et aux directeurs régionaux de la culture pour sensibiliser les populations sur la prévention de la Covid-19. Au total, 180 femmes et 580 jeunes pairs éducateurs et relais communautaires pour la paix, dont 319 jeunes filles, ont été mobilisés pour sensibiliser les populations sur les mesures barrières et la stigmatisation liée à la Covid-19 dans les zones du projet. Plus de 18 000 personnes ont été touchées.

En 2020, pour contrer les fausses informations sur les vaccins Covid-19, les médiatrices de paix des Espaces amis des femmes à Guiglo, Petit Duékoué et Bayota ont sensibilisé les jeunes et corrigé ces fausses informations. Ces localités n’ont pas connu de violences liées à la pandémie.

De plus, un centre d’information sur la Covid-19 crée sur la plateforme U-Report pour diffuser de l’information exacte sur la Covid-19 a permis d’orienter 45 000 personnes. En 2020 et 2021, via U-Report, le Gouvernement a réalisé un sondage pour connaître l’impact de la maladie et savoir si la population était prête à accepter le vaccin de la Covid-19.

Par ailleurs, le réaménagement du projet durant le confinement, a également permis de renforcer la protection [(santé, abris et appui psychosocial), la résilience et les compétences de vie courantes](https://www.unicef.org/stories/cote-divoire-protecting-children-and-young-people-move-during-covid-19) de 83 adolescents et jeunes vivant dans la rue, dont 40 filles, au sein de centres de transit à Adjamé, Abobo et Yopougon. Les structures d’aide à la jeunesse ont été ainsi renforcées en équipement informatique et matériel de protection pour assurer la continuité des services dédiés aux jeunes.

Béhé, 17 ans, a quitté sa ville natale de Bangolo, dans l’Ouest de la Côte d’Ivoire, en 2014. Après avoir vécu dans les rues de la capitale, Abidjan, il s’est rendu au début de l’année 2020 dans la ville de San-Pédro. À cause des cas de Covid-19 et des couvre-feux, c’était encore plus difficile pour les personnes vivant dans la rue de trouver suffisamment de nourriture ou d’argent pour survivre. « Au début, je n’avais pas peur de la maladie elle-même, mais je savais qu’elle aurait un impact sur nous », raconte Béhé. « Pendant le couvre-feu, j’étais souvent poursuivie par des hommes armés dans les rues ». Béhé a expliqué que ce fut un soulagement lorsqu’il a été approché par un travailleur social, qui l’a invité dans un centre de protection de l’enfance. « Ils m’ont donné tout ce dont j’avais besoin pour pouvoir me protéger contre la Covid-19 », dit-il. « Je bénéficie également de conseils, de nourriture et d’autres aides. Il a fallu un peu de temps pour s’habituer à la routine stricte et aux cours de calcul et de compétences de vie courante du centre, mais je sens que j’ai de l’espoir ici et je suis heureux de pouvoir apprendre des choses qui pourront m’aider à l’avenir ». Intéressé par la mécanique, Béhé veut un jour ouvrir son propre garage. « Je rêve que mes parents me voient heureux et soient fiers de *moi ».*

**Partie V : Évaluation de la performance du projet sur la base des indicateurs**

*Utilisez le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournissez une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S’il n’a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournissez des données désagrégées par sexe et par âge (300 caractères maximum par entrée).*

|  | **Indicateurs** | **Base de données** | **Cible de fin de projet** | **Étapes d’indicateur/jalons** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1** | **Indicateur 1.1 :**Pourcentage de jeunes et de femmes appuyés dans le cadre de ce programme et engagés dans des initiatives de réconciliation et de cohésion sociale au sein de leur communauté. | 20,76 % (2019) | 60 % | 20,76 % | 20,76 % | Selon l’enquête de perception de l’ENSEA, la valeur estimée dans la zone de mise en œuvre est de 20,76 %. Il n’y a pas eu de nouvelle enquête permettant d’apprécier l’évolution de cet indicateur.  |
| **Indicateur 1.2 :**Proportion de jeunes des zones cibles du programme inscrits sur U-Report participant aux discussions sur la cohésion sociale et l’engagement civique. | 44 % | 60 % | 60 % | 60 % des jeunes inscrits sur U-Report ont participé aux discussions sur la paix.  |  |
| **Indicateur 1.3 :**Proportion de jeunes qui déclarent qu’ils ont le sentiment d’être écoutés par les institutions. | 0 % | 62 % |  | 58 % des jeunes pensent que leur voix est prise en compte dans leur communauté, selon le sondage U-Report de mars 2021 (13 146 répondants sur 99 091 interrogés). | Deux sondages ont été organisés en 2020 et 2021. Ces deux sondages donnent presque les mêmes résultats. |
|  | **Indicateur 1.4 :**Proportion de déclarations des naissances dans les délais légaux dans les zones d’intervention des jeunes relais communautaires. | 53,90 % | 90 % |  | 74 % | Ce pourcentage est au-dessus de la moyenne nationale estimée à 61 % selon l’annuaire statistique d’état civil 2020. L’annuaire statistique indique que malgré les séances de sensibilisation, le taux d’enregistrement demeure faible au niveau national. Le délai de déclaration des naissances dépend de plusieurs facteurs qui ne sont pas contrôlés par le projet. |
|  | **Indicateur 1.5 :**Diminution de 20 % du niveau de violence enregistré par les autorités dans les zones du projet. | 17 conflits en 2017 | 8 | 8 | Diminution de 50 % des conflits dans les zones d’intervention du projet. | Selon les données de l’observatoire de la cohésion sociale2019 : 17 conflits2020 : 8 conflits |
| **Produit 1.1 :**Les plateformes de dialogue social sont renforcées pour faciliter l’engagement civique des jeunes et des femmes. | **Indicateur 1.1.1 :**Nombre de jeunes engagés sur la plateforme U-Report qui participent aux live chats sur des thématiques liées à la paix et la cohésion sociale.  | 340 000 | 450 000 | 400 000 | 527 000 jeunes de 15 à 35 ans engagés sur la plateforme qui participent. | Ce chiffre indique le nombre de jeunes de 15 à 35 ans ayant participé aux live chats, aux discussions en ligne et aux sondages sur diverses thématiques en lien avec la paix et la cohésion sociale (élections, participation, droits de l’homme, etc.). |
| **Indicateur 1.1.2 :**Nombre de femmes médiatrices de la paix engagées dans la médiation de conflits.  | 0 | 175 | 175 | 175 | La formation des médiatrices pour la paix des Espaces amis des femmes de l’UNFPA a été réalisée dans les 12 espaces répartis dans les zones Ouest, Nord et Nord-Est de la Côte d’Ivoire. |
| **Produit 1.2 :**Les jeunes et les femmes disposent de capacités de prévention et de gestion de conflits et s’engagent comme acteurs de changement dans leur communauté. | **Indicateur 1.2.1 :**Nombre de jeunes formés sur le civisme et l’engagement civique pour la prévention et la gestion des conflits. | 0 | 150, dont 40 % de filles. | 50 | 814 jeunes, dont 56 % des filles. | Avec la crise de la COVID-19, la stratégie a été revue avec la Direction de la promotion de la jeunesse (DPJ) et les ONG d’appui pour atteindre plus de jeunes. La DPJ a aussi mobilisé des ressources financières additionnelles.  |
| **Indicateur 1.2.2 :** Nombre de jeunes formés aux mécanismes traditionnels de résolution des conflits | 0 | 150 |  | 381 | 231 relais communautaires pour la paix et 150 jeunes formés par le Centre technique des métiers de l’art. |
| **Indicateur 1.2.3 :**Nombre de jeunes formés ou sensibilisés sur le leadership et la prévention des conflits.  | 0 | 150 | 150  | 250 | 250 leaders d’associations de jeunesse, dont 25 % de filles. |
| **Produit 1.3 :**Les jeunes disposent de capacités d’autonomisation socio-économique pour leur participation aux instances de prise de décision, notamment en matière de prévention et gestion des conflits. | **Indicateur 1.3.1 :**Nombre de jeunes vulnérables formés en entrepreneuriat, gestion d’activités génératrices de revenus (AGR) et formation professionnelle. | 100 | 500, dont 40 % de filles. | 300 | 782 | Ce chiffre représente l’ensemble des bénéficiaires de formation professionnelle et technique et d’accompagnement en entrepreneuriat. Au total, 522 jeunes ont bénéficié du Programme de service civique, 150 jeunes ont été formés aux métiers de l’art et 84 jeunes ex-combattants ont suivi une formation en entrepreneuriat ou un apprentissage de divers métiers. De plus, 26 enfants qui étaient en conflit avec la loi ont été formés grâce à la Cellule de coordination et de suivi de la réinsertion des ex-combattants (CCSR). La cible a été largement dépassée grâce à des fonds complémentaires catalytiques qui ont permis de supporter l’ouverture d’un centre de service civique dédié aux filles. |
| **Indicateur 1.3.2 :**Nombre de jeunes vulnérables ayant bénéficié d’un accompagnement pour leur resocialisation (AGR, kits d’installation et appui financier). | 100 | 350, dont 50 % de filles. | 150 | 375, dont 140 filles (37 %). | 84 ex-combattants (49 filles) et 191 stagiaires volontaires (91 filles) du Programme de service civique ont bénéficié de kits d’installation grâce à des ressources catalytiques (Fonds italiens). De plus, 52 activités génératrices de revenus (AGR) ont été développées et mises en œuvre par 84 ex-combattants.Pour certaines activités, le taux de 50 % de participation des filles a été atteint, mais d’autres activités, comme l’insertion des ex-combattants, les barrières socio-culturelles demeurent un obstacle à la participation des jeunes filles aux activités. |
|  | **Indicateur 1.3.3 :**Nombre de jeunes formés sur la promotion des droits à une identité juridique.  | 150 | 1 100 | 500 | 1 265  | 1 115 relais communautaires ont été formés sur la promotion des droits à une identité juridique durant la période de mise en œuvre du projet.  |